

Expressions

Numéro 113 - décembre 2025 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



Pour contacter: le secrétariat national contact@solidaires.org

l'équipe de communication journal@solidaires.org

Plus d'informations : **solidaires.org**

À propos de la UNE: Soutien à la Global Sumud Flotilla, qui naviguait vers Gaza et qui a été arraisonné illégalement dans les eaux internationales le 1er octobre par l'état d'Israël.

les informations générales:

La liste et les contacts des syndicats solidaires.org/les-structures-de-branche

La liste et les contacts des Solidaires locaux solidaires.org/les-solidaires-locaux

La petite boite à outils sur les conditions de travail **la-petite-boite-a-outils.org**



Et voir sur le site:

Expressions Solidaires sur
solidaires.org/sinformer-et-agir/
les-journaux-et-bulletins/
expressions-solidaires/

Un journal à lire, à afficher et pour manifester!

Journal trimestriel édité par l'Unionw syndicale Solidaires Rédaction: 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS

Directrice de publication : Julie Ferrua

Coordination générale du numéro : Marie Vairon et Julie Ferrua

Coordination graphique: Anaïs Enjalbert

Comité de rédaction : Anouk Colombani et Lina Cardénas

Graphisme: Atelier du bonjour

Imprimerie: Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93) - imprim'vert

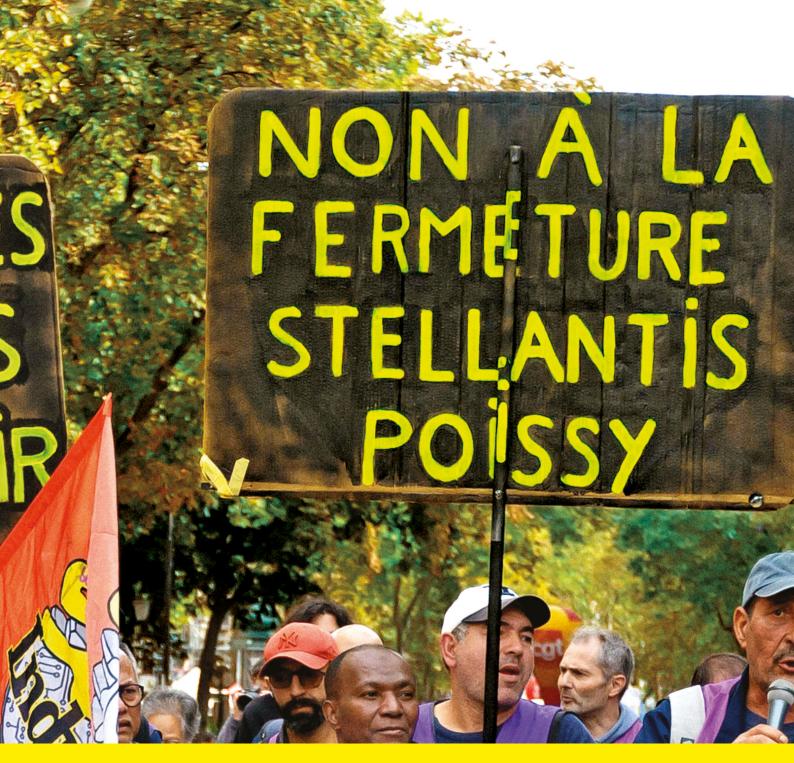
N°CPPAP: **1028 S 05397** Dépôt légal: à parution



Après Aulnay, Saint-Ouen et Douvrin dans le Pas-de-Calais, Stellantis projette la fermeture de son usine de Poissy où sont employé·es plus de 2000 salarié·es et fait travailler des milliers de salarié·es sous-traitants et équipementiers pour produire l'Opel Mokka.

La raison n'est en rien la transition énergétique, la voiture électrique ou la concurrence des constructeurs chinois. Ça, c'est le baratin patronal!

La vraie raison c'est de protéger les profits et d'assurer le versement des dividendes. La part des dividendes des actionnaires de Stellantis, principalement des familles Peugeot pour PSA et Agnelli pour Fiat-Chrysler est passée de 25 à 30 % des profits. Près de 60 milliards d'euros ont été accumulés ces 5 dernières années.



Les géants de l'automobile se mènent une guerre commerciale à mort à l'échelle mondiale pour s'arracher des parts de marché. C'est la conséquence des lois du marché, de la concurrence et du profit, lois qui régissent le capitalisme.

Et cette guerre entre capitalistes de l'automobile se mène avec la peau des travailleurs et travailleuses et sur le dos de la société.

A Poissy, la mobilisation s'organise. Le 15 avril dernier, un débrayage réunissant près de 200 travailleur euses de Stellantis et des sous-traitants avait comme objectif de mettre en avant lesgaranties nécessaires pour que chacun e des salarié es, en fonction de son âge et de sa situation familiale puisse continuer à faire vivre sa famille après l'Opel Mokka.

La direction refuse pour l'instant d'en discuter et tente de rassurer comme elle peut en expliquant, la main sur le cœur, qu'elle a prévu des activités industrielles alternatives à la construction de voitures. Personne ne croit à ce baratin car la direction a avoué être en discussion avec le Qatar pour la vente des terrains de l'usine afin que le PSG y construise son nouveau stade entouré d'une gigantesque zone commerciale.

Nous sommes bien conscientes que la seule voie pour sauver notre peau est d'engager le bras de fer contre Stellantis et dans le contexte social national, nous ferons tout notre possible pour que notre combat à Poissy trouve un écho parmi tous les travailleurs et travailleuses du pays, qu'ils et elles soient menacées de licenciement ou pas.

ÇA BOUGE

dans la Culture

Depuis plus d'un an, les luttes se démultiplient dans la culture. Sud Culture a même décidé de sortir une gazette Cultures en grève qui reprend les nombreuse luttes d'un secteur, en voie de démantèlement.

1 an de lutte aux musées

Depuis octobre 2024, les agent·es d'accueil et de surveillance des musées Gustave Moreau et Jean-Jacques Henner à Paris (9º arr.) sont en grève reconductible pour exiger le respect de leurs conditions de travail, des effectifs suffisants et l'égalité entre titulaires et contractuel·les. Iels sont victimes d'une répression avec convocations « pré-disciplinaires », appel à des briseurs de grève, licenciement... Ce sont aussi ajoutés à ces situations des faits de racisme face auxquels la direction n'a pas réagi. La tutelle et la direction doivent enfin assumer leurs responsabilités et arrêter de se renvoyer la balle. Les agent·es, elleux, resteront mobilisé·es jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites!

Palais de la découverte

L'HÉLIUM DE LA LUTTE

Le 12 octobre, deux grandes banderoles ont été déployées à l'aide de ballons d'hélium dans la rotonde du Palais de la découverte à Paris à l'occasion de la fête de la science. Celles-ci dénonçaient les menaces pesant sur le Palais et donc sur la culture scientifique. En effet, depuis le début de l'été les personnels d'Universcience (établissement public regroupant le palais et la cité des sciences) se mobilisent pour sauver ce haut lieu de la transmission des savoirs scientifiques. Cette institution de culture scientifique, fondée sous le front populaire, est aujourd'hui menacée par l'appétit du luxe et du Grand Palais. Dans une période où la science est menacée par de nombreuses formes de complotismes, les fausses informations, cette fermeture nous concerne toustes! Défendons la culture scientifique!

GRÈVE CONTRE la nuit du bien commun

Le 6 octobre au matin, des salarié·es en charge de l'installation de la «Provence pour le Bien Commun» à Aix-en-Provence, se sont mis en grève. Les nuits du bien communs sont des événements, lancés par le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, qui souhaite recueillir des fonds pour mener sa bataille culturelle d'extrême droite. Un moment important pour un secteur étant impacté à la fois sur les questions financières et sur le fond des métiers.

HARCÈLEMENT SEXUEL

En 2024, le Magasin CNAC - Centre National d'Art Contemporain à Grenoble attaque la salariée protégée déléguée du personnel pour diffamation, suite au signalement qu'elle a effectué

scolaires, viennent de remporter une grande victoire avec le soutien de Sud éducation. Les personnels de ces catégories avaient été exclues des indemnités REP et REP+ (sigles indiquant les établissements des quartiers prioritaires). Le conseil d'Etat avait décidé le 16 juillet 2025 que la prime devait être versée à titre rétroactif. C'est début novembre que le ministère a enfin pris acte de la décision! Malgré des mesquineries du ministère qui n'appliquera que le taux actuel (taux dégradé) c'est une grande victoire pour l'égalité entre les personnels.

UNE VICTOIRE QUI EN APPELLE D'AUTRES!

En Guadeloupe, dans un contexte où la pauvreté héritée du système colonial est endémique, la présence de nombreux bureaux de La Poste a permis à de nombreux·ses habitant·es d'ouvrir un compte dans la seule banque qui acceptait puisqu'il connait déjà des suites. Des groupes de militant·es sillonnent le territoire et préparent une grève plus large qui pourrait partir le 4 novembre si la direction de La Poste ne prend des mesures globales en faveur des emplois, des conditions de travail et du service public.

RÉPRESSION SYNDICALE

Solutec est une entreprise de soustraitance informatique, avec tous les inconvénients qui vont avec. À ce titre, la majorité des effectifs partent travailler dans les locaux des clients, reste alors au siège que les services proches de la direction... Il est donc difficile pour le syndicat d'être en contact avec les salarié·es et la direction l'a bien compris! Tout est mis en œuvre pour éviter la prise de contact. Diverses entraves, tentative de licenciement pour avoir donné des post-it avec son numéro dessus, condamnation à 30000 euros d'amende pour avoir réussi à envoyer un mail syndical banal pour les élections CSE aux salarié·es, c'est le auotidien d'un∙e élu∙e solidaires. Pourtant le turn-over est de 30 % des effectifs par an. C'est qu'il y en a des choses qui ne vont pas à Solutec. Néanmoins la section Solutec reste mobilisée et ne se laisse pas abattre, avec le soutien de la section territoriale.

BRÈVES DE COMBAT

pour des faits d'agression sexuelle et harcèlement sexuel qu'on lui avait rapporté. En soutien à notre camarade, Sud Culture se porte intervenant volontaire dans le cadre de son prud'homme! Pour dénoncer l'atteinte à la fonction de représentant du personnel d'une institution aui entretient une violence institutionnelle systémique et qui protège ses agresseur·ses! Ce n'est pas le travail salarié que nous voulons! Ce ne sont pas des conditions de travail en accord avec nos valeurs et nos LOIS nous obligeant, TOUSTES, à lutter et prévenir les violences sexistes et sexuelles.

VICTOIRE des AESH et AED

AESH (accompagnant d'élèves en situation de handicap) et AED (assistant d'éducation), si utiles dans les établissements

de le faire. Les conséquences de la disparition du service public postal sont donc plus lourdes qu'ailleurs. La fermeture des bureaux, les emplois qui disparaissent augmentent de façon insupportable la pression sur les postier es qui travaillent au réseau. C'est dans ce contexte que nos camarades de SUD PTT Gwa (45% aux élections) et l'intersyndicale (CGT, FO, SUD) ont fait campagne pour mobiliser. Pendant 9 jours (entre le 24/09 et le 2 octobre) l'ensemble des bureaux de Basse-Terre ont été fermés et 80 % des postier·es des secteurs concernés (Jarry Baie-Mahault, Lamentin, La Boucan Sainte-Rose, Dehaies, Pointe-Noire, Pigeon Bouillante et Vieux-Habitants) étaient en grève. La direction a fini par céder en bonne partie et a été contrainte d'embaucher des CDI et de fournir des renforts. Le mouvement, largement animé et dirigé par des femmes, n'est pas pour autant terminé

DÉTRUIRE LE RACISME

Au travail et partout ailleurs détruisons le système raciste! Solidaires RATP va au-delà du slogan! Trois salarié·es de la RATP, appuyé·es par les représentant-es de Solidaires RATP, on attaqué leur employeur suite à des faits de racisme dont ils et elles ont été victime au travail. Dans les entreprises, dans les administrations, dans les services publics et même dans les associations, les discriminations racistes ne sont pas des exceptions. Notre action syndicale pour les dénoncer est essentielle! Retrouvez toutes les informations de la campagne contre le racisme ici: solidaires. org/sinformer-et-agir/actualiteset-mobilisations/nationales/ au-travail-et-partout-detruisonsle-systeme-raciste/



10 septembre: bloquons tout! La mobilisation du 10 septembre a été un succès populaire avec plus de 250 000 personnes dans la rue, confirmant l'exaspération face à la politique d'austérité et au budget Bayrou. Piquets de grève, actions spontanées, manifestations, chenilles sur des ronds-points, tout un élan populaire est entré en mouvement après plus d'un mois de préparation rythmé par des assemblées citoyennes. Partout, les mêmes mots d'ordre ont retenti : justice sociale, augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, remise à plat des aides aux entreprises, investissement dans les services publics, enterrement du budget d'austérité, et une sécurité sociale forte.

Mobilisation réussie du 28/09 pour le Climat, Justice, Libertés! Malgré des chiffres modestes rapportés par la presse, le succès des Marches des Résistances, qui ont eu lieu le 28 septembre, réside dans l'étendue et la convergence des luttes. Solidaires était présent aux côtés de l'Alliance Écologique et Sociale dans 70 rassemblements en France pour affirmer qu'un autre avenir est possible face aux crises écologique, sociale et démocratique. Les cortèges ont dénoncé l'inaction climatique et réclamé la justice sociale, l'arrêt des colonisations notamment à Gaza, de l'extractivisme qui détruit la planète et la défense des libertés. Cette mobilisation réussie est un point de départ pour intensifier les luttes. De nouvelles actions sont prévues en vue de la COP30 et des prochains débats budgétaires.





SOLIDAIRES 13

EN BANDE ORGANISÉE!

Dans les Bouches-du-Rhône, la précarité sociale n'est pas une exception : elle est devenue la norme pour une grande partie du monde du travail.

Dans ce contexte, l'Union syndicale Solidaires 13 tente d'agir comme un outil collectif et syndical, pour aider à une structuration des travailleur euses ancrée dans les territoires des Bouches-du-Rhône. Notre implantation se concentre autour du local de l'union départementale situé à Marseille, véritable point d'appui pour les structures syndicales du 13. Nous tentons également de développer Solidaires 13 dans les quartiers populaires de Marseille et dans l'ouest du département autour de villes comme Miramas, Fos-sur-Mer...

Notre priorité actuelle est claire : renforcer la syndicalisation dans les secteurs les plus précarisés, et relier les luttes du travail aux luttes autour d'enjeux locaux. Cela passe par la présence dans les quartiers populaires, par le soutien aux grèves, et par le développement de formes d'organisation locales capables de rassembler salarié·es, chômeur·euses et précaires.

La section des chômeur-euses précaires illustre cet engagement. Elle tient des permanences régulières et s'implante dans des secteurs particulièrement touchés par des conditions de travail déplorables (hôtellerie-restauration, nettoyage, logistique, prévention-sécurité, etc.). Depuis début 2025, nous tenons aussi des permanences interprofessionnelles mensuelles, où des camarades de différentes structures accueillent les salarié·es de tous les secteurs. Nous développons également notre commission syndicalisation, pour soutenir l'organisation des travailleur-euses dans les secteurs les plus précaires.

Solidaires 13 s'implique également dans de nombreuses luttes locales: contre le logement indigne, dans les mobilisations antiracistes, antifascistes, féministes aux côtés de tou·tes les travailleur·euses qui résistent et luttent dans des intérêts de classe, comme pour la résistance Palestinienne. Nous affirmons que la question Palestinienne est dans nos lieux de travail et dans nos quartiers.

Ainsi, le local de Solidaires 13 est régulièrement utilisé par plusieurs collectifs militants, et nous souhaitons qu'il puisse être un outil logistique et politique d'organisation du mouvement social.

À Marseille comme dans tout le 13, nous affirmons que les chômeur-euses et précaires ne sont pas à la marge mais sont au cœur du monde du travail, dans tous les secteurs, dans toutes nos structures syndicales — et donc au cœur de la lutte.

STATISTIQUEMENT

Vous avez plus de chance



(ET ACCESSOIREMENT, DE SAUVER LE MONDE)

QUE DE GAGNER À L'EUROMILLION.

Ca se tente..!

Plus on est à participer, plus vous avez de chance de gagner

JEUX PAR LE COLLECTIF CHOMEUSE GO ON www.chomeusegoon.org

L'ENTRAIDE EN MOTS MÊLÉS

Retrouve ces 20 mots sur le thème de l'entraide

ALTRUISME - ANARCHIE - ASSOCIATION - BIENVEILLANCE COMPAGNIE - COMPRENDRE - DONNER - ECOUTE - ÉQUITÉ INCLUSION - INTERDEPENDANCE - JOIE - LIER - PARTAGE RECIPROCITÉ - RESEAU - SOUTIEN - SYMBIOSE - UNION - VIE

C Ε Ε S S U S Н R ı Ε 0 Q ET Ε В C U KQA S Н NMН B P C NWA 0 E N Ε G R R D Ε GME X N OS U CNΥ E C O I

ON NE GAGNERA PAS LA BATAILLE DES IMAGINAIRES CANS FAIDE DEVED I ES DETITS ET LES GRANDS!

VOUS AVIEZ RÉALISÉ QUE LES CARTES SONT ROYALISTES ET SEXISTES ?!



Alors bye bye le Roi qui bat la Dame!



+ y'a d'animaux + la carte est forte

« Je préfère ce jeu de cartes parce qu'il a des animaux et qu'il est beau! » Lila, 11 ans





POUR NOËL OFFREZ
UN JEU DE 54 CARTES
POÉTIQUE ET POLITIQUE









Remplaçons ces symboles abstraits
PAR 4 ANIMAUX MIGRATEURS









JOUEZ À VOS JEUX PRÉFÉRÉS : Kem's, Président, Réussite, Belote... avec un imaginaire solidaire

+ DÉCOUVREZ 2 jeux coopératifs excitants 2 tours de magie exclusifs



COMMANDES SUR: www.nuees.net 1 jeu: 8€ / Kit partage: 5 jeux 25€ / Kit essaimage: 20 jeux 80€

SUD TRAVAIL-AFFAIRES SOCIALES

SUD Travail-Affaires sociales Ministère du Travail 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07

> Fondé en 1998, le syndicat SUD **Travail Affaires Sociales regroupe** des agent·es des ministères du travail et des affaires sociales (Agence Régionale de la Santé) mais aussi de certains organismes publics qui en dépendent. Dans la pratique, la majorité de nos adhérent·es est issue du corps de l'inspection du travail. Nous militons évidemment pour un syndicalisme de transformation sociale, féministe, antiraciste et sans clientélisme (nous ne sollicitons pas de promotion pour nos adhérent·es). SUD TAS n'a pas de permanentes, nous tenons à ce que les militant·es restent dans les services avec leurs collègues. Même si nous ne sommes pas très nombreux·ses, nous essayons de participer à la vie militante de Solidaires, via la commission conditions de travail notamment. En interne, nos commissions actives sont celle dédiée aux conditions de travail et la commission féministe en mixité choisie.

site: sud-travail-affaires-sociales.org courriel: syndicat.sud-tas@travail.gouv.fr facebook.com/sudtravail

Cette commission a par exemple élaboré en intersyndicale avec la CGT un guide de la parentalité illustré par la dessinatrice Emma. Tout en recherchant des intersyndicales les plus larges possibles malgré des différences d'approche, nous entretenons aussi un ton irrévérencieux, reconnu dans les services comme notre « patte » avec notamment la publication irrégulière d'un journal satirique, le TVM (Tout Va Mieux). Depuis les dernières élections professionnelles, notre organisation syndicale fait liste commune avec la CGT-TEFP et la FSU, qui est majoritaire au sein du ministère du travail et de l'emploi. Une consultation des adhérent·es par référendum sera organisée en décembre pour déterminer si nous la reconduisons et si oui, comment, aux prochaines élections de 2026. Sans attendre notre prochain congrès fin 2026, nous nous sommes retrouvé·es deux jours en octobre, avec des camarades de Solidaires invité·es pour l'occasion, pour discuter recomposition syndicale et militantisme contre l'extrême droite.



FEMMES

Un spectre hante le patriarcat. Il s'écrit de plus en plus - jusqu'à Wikipédia - que la fameuse devise «PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» ne serait pas de Karl Marx et Friedrich Engels, mais de Flora Tristan. Cette idée montante rencontre aussi la réhabilitation en cours de Jenny Marx, la «FEMME DE L'OMBRE », concernant son rôle dans l'élaboration des réflexions de Marx et Engels. Comment est-il possible que Flora Tristan (et Jenny Marx) ait été mise de côté, ignorée durant tant d'années pour son apport au mouvement ouvrier? Doit-on y voir un complot des hommes pour protéger une forme d'origine quasi mythologique?

Savoir que l'idée pourrait émerger de Flora Tristan n'avait pourtant rien de bien compliqué. Marx et Engels citent la militante dans leur ouvrage La sainte famille, ils la défendent même contre les tenants de la «CRITIQUE CRITIQUE» contre lesquels ils s'élèvent. Ils citent plus spécifiquement un livre au titre limpide: L'UNION OUVRIÈRE (écrit en 1843). Certes le passage est rapide et sert surtout à attaquer leurs ennemis théoriques du moment. Cependant les ressemblances entre l'Union ouvrière et le manifeste du Parti Communiste sont frappantes. Flora Tristan propose l'idée de constitution d'une classe ouvrière à laquelle elle donne une portée universelle.

SYNDICALISTES,

— Marx et Engels n'ont pas fait un plagiat de Tristan, et leurs manifeste renforce et déplace l'élaboration de Flora Tristan. Flora Tristan porte en elle un mysticisme et un messianisme religieux, que feront disparaitre Marx et Engels. Là où Flora Tristan imagine l'organisation ouvrière encore poussée ou aidée par une force extérieure (la mystique), Marx et Engels font reposer l'organisation ouvrière sur l'unique force historique collective. CHEZ EUX, LE SEUL MESSIE EST LA CLASSE OUVRIÈRE.

— Mais d'autres avec qui ils ont fait rupture n'ont pas manqué d'être cités et largement commentés depuis. Flora Tristan n'a pas eu cette chance, et nous non plus. ELLE A ÉTÉ EFFACÉE ET «RÉDUITE» À ÊTRE UNE FÉMINISTE. Je dis ici réduite parce que le fait de la catégoriser uniquement comment féministe était bien un moyen de réduire sa portée et son action. Le livre de Flora Tristan est d'autant plus fort qu'il prône l'idée d'une organisation ouvrière mais qu'elle accorde aussi de nombreuses pages sur les travailleuses et sur la nécessité que les femmes soient aussi organisées. Elle le fait dans une logique commune, geste d'autant plus fort à une époque où la séparation des genres organise la société.

La suite dans le prochain numéro

RACONTONS-NOUS!

Les commissions et groupes de travail de Solidaires

Les Solidaires locaux et structures nationales peuvent mandater des camarades pour participer aux différentes commissions et groupes de travail. Il suffit d'écrire

à contact@solidaires.org

ANTIFASCISME

Aurélien, Murielle, Véro

ANTIRACISME (GT)

Véro, Tayeb

BUDGET

Véro, Jérôme

CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ

COMMUNICATION

Julie F. Gaëlle, Aurélien

CONDITIONS **DE TRAVAIL**

Julie L, Gaëlle, Marie

DISCRIMINATION LIÉES AU HANDICAP

Julie F, Elie

DROITS ET LIBERTÉS (61)

Elie, Murielle, Tayeb

ÉCOLOGIE

Julie L, Tayeb

ÉCONOMIE

Elie

FEMMES

Murielle, Julie F, Marie

FONCTION PUBLIQUE

Gaëlle, Brendan

FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

(61)

Murielle, Véro

FORMATION

Elie, Véro, Marie

GENRE ET SEXUALITÉ

Julie F, Marie

IMMIGRATION

Julie F, Tayeb

JOURNAL (GT)

Marie, Julie F

JURIDIQUE

Elie, Jérôme

INTERNATIONAL

Jérôme

PROTECTION SOCIALE

RGPO - PROTECTION DES DONNÉES (GT)

Aurélien, Brendan

SALARIÉ·ES DANS SOLIDAIRES (GT)

Véro, Murielle, Brendan

SERVICE D'ORDRE

(GT) Aurélien

SERVICES **PUBLICS**

Gaëlle, Brendan

STATUTS (GT)

Murielle, Véro

SYNDICALISATION. DÉVELOPPEMENT ET STRUCTURATION Aurélien, Gaëlle

UNIRS (GT) Ophélie, Véro

UNION BANQUE ASSURANCES ASSISTANCE

Jérôme et Marie

TECHNOLOGIE, TRAVAIL ET SOCIÉTÉ

Julie L, Marie, Gaëlle

COMMISSION INTERNATIONALE

La Palestine et l'Ukraine alimentent l'activité de la Commission internationale (CI). En juin dernier, une délégation de Solidaires a participé à une conférence syndicale à Kiev et la CI prépare une délégation en Cisjordanie. Nous poursuivons notre travail au sein du BDS, de Stop arming Israel ou de la campagne **Education4Gaza** par exemple. La CI prépare la délégation de Solidaires pour les 6e rencontres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui se déroule en

Italie mi-novembre. Des militant·es de l'éducation, de la santé, d'Amazon, du Rail... représenteront l'Union. Nous participerons aux universités syndicales internationales organisées par le Global labour institute de Paris début décembre. Une délégation s'organise pour se rendre au Mexique en fin d'année afin de rencontrer des organisations syndicales et se rendre au Chiapas.

FEMINISMES

Après le chantier de refonte des différentes formations féministes et antisexistes qui s'est finalisé par la semaine de formation organisée à Lyon en décembre 2024, c'est désormais au tour des supports de faire peau neuve! Le stock des livrets «Aair syndicalement contre les violences sexistes et sexuelles au travail » est épuisé. Il va donc s'offrir une mise à jour avant de repartir à l'impression. Au passage ce sont aussi les notes sur les référent·es harcèlement sexuel et agissements sexistes, l'index égalité pro qui vont être actualisées. À partir du cahier revendicatif du dernier congrès, c'est aussi la plateforme revendicative féministe qui sera prochainement disponible.

ANTIRACISMES

Dans le cadre de son plan d'action contre l'extrême droite, l'Union syndicale Solidaires a lancé une campagne nationale pour renforcer la lutte syndicale contre toutes les formes de racisme au travail.

Cette campagne vise à rendre visibles les discriminations systémiques, institutionnelles et quotidiennes, à donner aux équipes syndicales les moyens d'accompagner les victimes et d'interpeller les employeurs, mais aussi à refuser la banalisation du racisme sous toutes ses formes.

La campagne s'appuie sur plusieurs outils: un tract de quatre pages, des affiches, des autocollants et un quizz en ligne destiné à informer et à sensibiliser. D'autres matériels seront également disponibles, notamment un livret contre l'islamophobie. L'enjeu est clair: rappeler que le racisme divise les salarié·es, affaiblit la solidarité et nourrit la progression de l'extrême droite.

SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Assises de la santé et la sécurité des travailleurs: euses. Les Assises de la santé et la sécurité des travailleurs et des travailleuses sont des journées annuelles de formation et d'échange dans un cadre unitaire qui réunit la CGT, la FSU et Solidaires avec les associations spécialisées sur les questions de santé au travail. Elles sont structurées autour d'ateliers sur quatre thématiques

principales: femmes, santé, travail; accidents du travail et maladies professionnelles; santé, travail, environnement; transformation du travail et organisation du travail. Celles de 2025 nous ont donné de nombreuses idées d'actions et de campagne: retrouvez notre bilan par ateliers dans le bulletin Et voilà le travail. Les prochaines auront lieu les mardi 17 et mercredi 18 mars à Paris: bloquons d'ores et déjà la date. La participation se fait sur congé de formation syndicale. Avec en ligne de mire la préparation de la journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail qui a lieu tous les ans le 28 avril.

COMMISSION TECHNOLOGIE, TRAVAIL ET SOCIÉTÉ

Les nouvelles technologies, dont l'intelligence artificielle, impactent l'ensemble de la société et le monde du travail. Les travaux initiés notamment par les journées de formation et débats de décembre 2023 sur l'IA se poursuivent désormais dans cette commission créée à l'issue du congrès du 9e congrès de l'Union. Déconstruire les discours techno-solutionnistes, dénoncer l'impact environnemental, sur les conditions de travail et les emplois de l'IA sont les tâches auxquelles s'attellent les camarades qui font vivre cette commission. Le matériel et les événements sont disponibles sur le site de Solidaires. Et pour rejoindre la commission, un mail à Marie, Gaëlle et Julie: contact@solidaires.org

COMMISSION ECOLOGIE

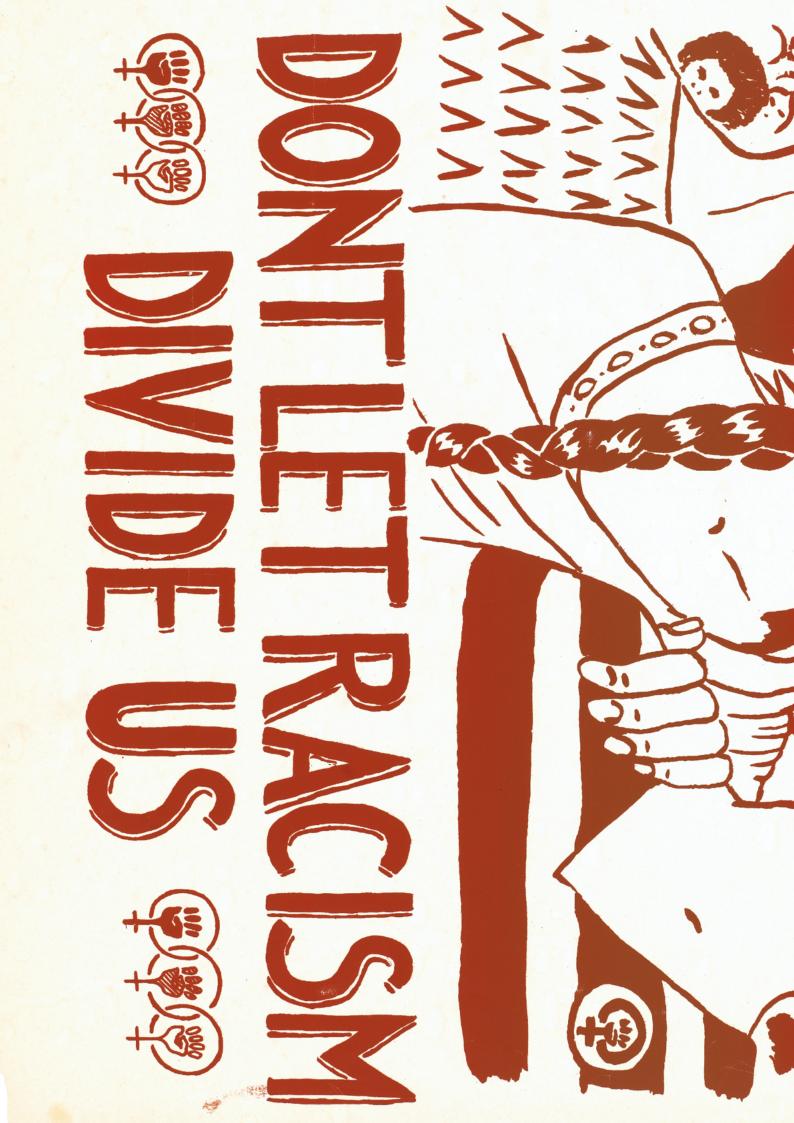
Pour une écologie protectrice. Pour Solidaires, l'écologie est protectrice des salarié·es, et pas **punitive.** Le plan de formation sur les questions environnementales le démontre. Parmi les formations prévues, les 13 et 14 novembre à Saint-Denis (93) ont lieu des journées d'étude et de débats autour de la revendication de Sécurité sociale de l'alimentation. Les 27 et 28 novembre, ce sont les Rencontres de l'Alliance écologique et sociale. l'équivalent pour l'écologie des Intersyndicales femmes ou des Assises de la santé et la sécurité des travailleurs · euses, à Bagnolet (93). A retrouver sur le site du Cefi: solidaires.org/se-former/

Le 19 mars (informations à venir), aura lieu la 4º édition des Journées Reconversions sociales et écologiques, cette année centrée sur nos revendications pour protéger les salarié·es touché·es par la reconversion de l'appareil productif: nouveau statut du salarié·e, droits et rémunérations garantis par une Sécurité sociale de l'environnement. La reconversion écologique de l'économie doit être un moment de conquête de nouveaux droits pour les travailleurs et travailleuses, et pas seulement de sacrifices!









pas d'économies SUC NOS VICS

UNE CAMPAGNE INTERPROFESSIONNELLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET POUR LE PARTAGE DES RICHESSES

Le gouvernement Lecornu a dévoilé son projet de budget 2026. Sous prétexte de « faire des économies » pour « maîtriser les dépenses publiques », il propose un plan d'austérité qui n'a qu'une seule ligne directrice : faire payer la crise aux travailleurs et travailleuses, aux retraité·es, aux jeunes, aux plus précaires, aux privé·es d'emploi, aux étudiant·es...

C'est non! L'union syndicale Solidaires a lancé une campagne pour mettre en échec ce projet injuste et brutal et rappeler que de l'argent il y en a, dans les caisses du patronat.

Cette campagne développe 3 axes interprofessionnels qui concernent une grande partie des travailleurs et des travailleuses:

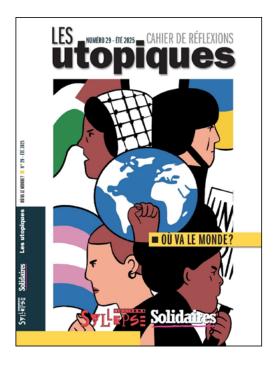
- les salaires toujours gelés pour les agentes publics tandis que dans le privé les entreprises biberonnées aux aides publiques préfèrent reverser aux actionnaires des dizaines de milliards en dividendes qu'augmenter les salaires de celles et ceux qui produisent les richesses
- notre santé lorsque gouvernement et patronat veulent nous faire payer toujours plus nos maladies (arrêts, médicaments, consultations...) dont ils sont largement responsables à l'image de la loi Duplomb ou des conditions de travail dégradées voire dangereuses
- les transports, qui représentent 14% des dépenses de consommation des ménages

risquent de voir leur offre se dégrader et leur prix augmenter du fait du désengagement de l'état du budget des collec<mark>tivités. Ils sont</mark> de plus un enjeu majeur de la bifurcation écologique.

La campagne est déjà déclinée dans les secteurs et les départements, par exemple dans les luttes contre les fermetures d'hôpitaux ou de maternité. Elle est aussi d'une triste actualité dans les entreprises frappées par des plans de licenciements. Alors que l'industrie était frappée de plein fouet, nombre d'associations sont concernées en cette fin d'année craignant des baisses drastiques de financement avec l'adoption d'un budget d'austérité.

Alors que les tracts, autocollants et affiches sont arrivés en nombre dans les UD et UL, portons haut ce message : nous refusons les économies sur nos vies! Allons chercher l'argent où il est afin de nous garantir une vie digne. L'Union syndicale Solidaires porte 11 mesures pour augmenter les recettes de l'État. Plutôt que des économies sur nos vies, taxons les ultra-riches.

Toutes les informations sur : solidaires.org/ sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/ nationales/pas-deconomies-sur-nos-vies Les Utopiques est une publication Solidaires mais ouverte aux mouvements sociaux, à des camarades d'autres organisations syndicales, à des militants et militantes d'autres pays. Ce sont des Cahiers de réflexions qui couvrent l'ensemble du champ syndical. C'est un espace autonome de réflexions, avec des textes très majoritairement rédigés par des syndicalistes. Un outil de réflexion individuelle et collective, des articles qui permettent de prendre du recul vis-à-vis de l'actualité militante mais qui nourrissent celle-ci.



Ce numéro est consacré à la situation mondiale. Ophélie Gath, Boris Plazzi et Caroline Chevé livrent un état des lieux des débats qui traversent Solidaires, la CGT et la FSU à propos de l'économie dite de guerre, des solidarités, de la recherche de paix juste durable. Trois contributions complétées par celles des Soulèvements de la terre et d'ATTAC-France.

A propos de paix, Christian Mahieux relève que tout le monde est pour, y compris celles et ceux qui organisent ou soutiennent occupation militaire et colonisation. Verveine Angeli fait part de réflexions sur la situation actuelle, tandis que Gérard Gourguechon décortique la nouvelle phase du capitalisme. Natascha Elena Uhlmann, de Labor Notes, et Dan La Botz racontent la résistance syndicale aux États-Unis. Un débat de la Semaine anticoloniale et antiraciste 2025 est retranscrit: Said Bouamama du FUIQP et Bernard Dréano du CEDETIM parlent de la recolonisation du monde et des logiques im-

périalistes. Brendan Chabannes analyse la montée du fascisme à travers les pouvoirs états-unien et russe ; les monstres sont lâchés nous dit Nara Cladera, qui, dans un second texte, revient sur l'histoire de ces extrêmes droites très internationales. Avec Anna Recalde Miranda et à partir du film De la Guerre Froide à la Guerre Verte, elle raconte la découverte des « archives de la terreur » liées au Plan Condor.

Plusieurs textes traitent de l'armement, de la nécessaire défense collective, de la militarisation. Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein insistent sur l'importance de la démocratie aux armées; Nicolas Galepides dénonce le projet de livret d'épargne pour l'armement; Mathilde Larrère brosse l'histoire de la lutte pour l'égalité femmes/hommes en matière d'armement; enfin, Bérangère Basset rappelle en quoi la lutte contre le SNU est une lutte syndicale. Syndicalistes en temps de guerre? Patrick Le Tréhondat raconte les exemples ukrainiens. Ignacy Joswiak, du syndicat polonais Inicjatywa Pracownicza, évoque la situation lorsqu'il est déjà trop tard pour empêcher la guerre. Alaa Busati rend hommage à la résistance des femmes soudanaises. Joseph Daher nous fait profiter de son retour en Syrie après la chute d'Assad. Linda Sehili pose la terrible, mais lucide, question concernant la Palestine: que faire?

Nous ne définissons pas une ligne à suivre, nous voulons fournir des outils pour la formation, les débats, les actions syndicales. Toujours dans la perspective d'un syndicalisme s'attelant à cette « double besogne » définie par la Charte d'Amiens de 1906, dont nous savons, plus d'un siècle après, qu'elle ne doit, en réalité, faire qu'une, en articulant les luttes pour les revendications d'aujourd'hui et la construction de la rupture avec le système capitaliste et toutes les oppressions. Dans cette optique, et pour en revenir au thème de ce numéro, une chose est sûre: tous les régimes autoritaires, fascistes, d'extrême droite, impérialistes, colonialistes sont nos ennemis.

DÉBLOQUE TUTO: COMMENT RENOVVEILER UN TITRE DE SÉJOUR EN PRÉFECTURE

Ilen vers la petition



CHOISISSEZ VOTRE CRÉNEAU

NOPE

NON

POSSIBLE

POSSIBLE

NON

12

NOON

13

AH?

ESSAYEZ

2028?

X

3. Si c'est trop compliqué ou si vous ne parlez pas français, se faire accompagnes



4. Si vous n'avez pas internet où n'êtes pas familier de ces outils, aller se faire voir



5. si vous avez passé avec succès les 2 premières étapes, attendre



POUR CES PERSONNES LES CONSÉQUENCES SONT GRAVES:

- · accèder à l'emploi
- · conserver son emploi
- · signer un bail
- · aides sociales
- · renouveler assurance maladie

il est irrgent de fluidifier ces démarches dimeasives NOUS DEMANDONS

- · une alternative humane dans chaque préfecture
- · la réduction des délais de traitement
- la garantie d'un traitement individualisé des demandes
- · un accueil digne & respectiveux en préfecture pour chacune
- · la transparence sur les moyens mis en oeuvre pour résorber les dossiers en attente



7,1 milliards d'euros que le gouvernement champ de la santé. Ce feront les frais en prem

SÉCU: UN PROJET DE BUDGET ANTISOCIAL!

Le financement des établissements de santé est adossé à l'Objectif de Dépense de l'Assurance Maladie (ONDAM) qui est réévalué chaque année. L'augmentation de 1,6 % de cet ONDAM prévu dans le texte entrainera un manque d'1 milliard d'euros pour le fonctionnement de ces établissements, soit l'équivalent de 20 000 postes d'infirmier-es en moins!

Dans un contexte déjà « à l'os », l'attaque portée est considérable et pèsera lourdement sur les conditions de travail déjà déplorables des professionnel·les de santé. Cela le sera à double titre puisque les conditions prévues dans le PLFSS à propos des arrêts de maladie et des accidents du travail vont à l'encontre même de ce que l'on est en droit d'attendre d'un système de santé protecteur!

Ainsi, le PLFSS sur le champ de la santé, prévoit le doublement du montant et des plafonds journaliers et annuels des participations forfaitaires et des franchises restant à la charge des assuré·es. Au total, cela pourrait faire payer jusqu'à 500 € par an et par personne, sans prise en charge des mutuelles. De plus, ce reste à charge cache de profondes disparités puisque pour un patient en affection de longue durée, il est 840 euros par an. En outre au-delà de six mois les conditions d'arrêt maladie ordinaire s'imposeraient aux personnes en ALD.

Comme si cela ne suffisait pas, le texte prévoit une limitation de la durée des arrêts maladie et une limitation de la durée d'indemnisation de ces arrêts de travail quel qu'en soit le motif (MO, accident du travail et/ou maladie professionnelle).

Tandis qu'un haut niveau de sinistralité au travail en France est à déplorer (arrêts, accidents, maladies professionnelles, 2 décès par jour au travail) c'est sur le volet de la prévention primaire qu'il faudrait agir! Les employeurs doivent être mis à contribution afin qu'ils soient obligés de mettre en œuvre de véritables politiques de prévention!

Enfin, le texte prévoit de relever la participation des mutuelles à hauteur de 2,05% ce qui sera répercuté sur le prix des cotisations! *L'ensemble de ces mesures risque d'aggraver encore le phénomène de non-recours aux soins* qui concerne déjà une personne sur quatre aujourd'hui, du fait principalement de difficultés financières!

Au prétexte de la suspension de la réforme des retraites, les pensions de retraite et les prestations sociales sont gelées. **Cette** mesure va toucher plus durement les personnes les plus précaires!

Cette proposition de financement est totalement inacceptable. Elle est menée dans le seul but d'en finir avec notre modèle social. Les gouvernements macronistes sont visiblement plus prompts à trouver 211 milliards d'aide aux entreprises que 26 milliards pour la sécu! LA SÉCU, ELLE EST À NOUS, ON S'EST BATTUS POUR LA CRÉER, CONTINUONS LE COMBAT POUR LA GARDER!

Maternité fermée car jugée non rentable!

La maternité des Lilas symbole des droits des femmes pour l'accouchement sans douleur et pionnière de l'IVG avant 1975, a été contrainte de fermer ses portes le 31 octobre 2025. Sa fermeture est la conséquence de politiques de santé publique basée sur la rentabilité.

Depuis que Macron est au pouvoir c'est la 41e maternité qui fermée car jugée non rentable! On ne le rappellera jamais assez: la santé n'est pas une marchandise!

Il est temps de rendre la sécurité sociale aux usagers et usageres! Pas d'économies sur notre santé, pas d'économies sur nos vies!

vimeo.com/1130981079

correspond au montant veut économiser sur le sont les malades qui en ier lieu.

NOUVEAU BUDGET D'INJUSTICES EN 2026!

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le projet de loi de finances 2026 est en discussion à l'Assemblée nationale où les débats font rage concernant en particulier la partie recettes du futur budget. Sans grande surprise, le budget proposé est dans la même lignée que les précédents: faire payer les salarié-es, les retraité-es, les précaires et épargné-es toujours et encore les plus grandes entreprises et les plus fortuné-es!

30 MILLIARDS D'ÉCONOMIES SUR NOTRE DOS

Sous prétexte de réduire le déficit budgétaire et la dette, le budget Lecornu propose un plan d'austérité de grande ampleur qui va frapper la majorité de la population et augmentera les injustices, les inégalités et la pauvreté. L'année blanche qui consiste à geler l'ensemble des prestations sociales et les pensions de retraites se traduira dans les faits par un appauvrissement de la population en particulier les plus précaires. Le gel du barème de l'impôt sur les revenus va rendre imposable environ 200 000 per**sonnes jusque-là non imposables**, le gel du point d'indice dans la Fonction Publique va une nouvelle fois faire baisser les salaires des agent·es. Sans oublier les retraité·es qui avec l'année blanche ou la suppression de l'abattement de 10% vont également s'appauvrir. Mais cela n'est pas encore suffisant pour ce gouvernement qui s'attaque à travers le projet de loi du financement de la sécurité sociale aux malades: fin de l'exonération des indemnités journalières pour les malades en affection longue durée, doublement des franchises médicales, déremboursements de nouveaux médicaments... Quant aux services publics, ils continuent à être sacrifiés sur l'autel de l'austérité: 3119 suppressions d'emplois de fonctionnaires, baisse drastique des budgets de fonctionnement qui vont mettre à genoux la culture, la santé, l'éducation nationale, les finances publiques...

PAS TOUCHE AU GRISBI

Pour nous faire croire que les efforts sont demandés à tou·tes et que le budget 2026 est celui de la justice fiscale, le gouvernement met en avant la «taxe sur le patrimoine financier» des holdings familiales patrimoniales. Mais dans les faits, celle-ci ne rapportera pas grand-chose (entre 1 et 1,5 milliards d'euros) par rapport à ce que pourrait par exemple rapporter la Taxe Zucmann (15 milliards) et surtout dans le même temps le budget propose une nouvelle baisse de la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Petit cadeau d'un peu plus de 1 milliard aux grandes entreprises. Même si la contribution différentielle sur les hauts revenus (imposition minimale de 20% pour les plus hauts revenus) est maintenue, le budget 2026 propose une baisse de moitié de la contribution « exceptionnelle » instaurée en 2025 sur les profits des grandes entreprises... alors que ces dernières continuent à engendrer des superprofits. Au final, avec ce budget 2026 de Lecornu, les grandes entreprises « paieront » moins que ce qui était prévu par Bayrou... un comble!

L'INJUSTICE FISCALE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Les choix budgétaires reflètent évidemment un choix de société. Celui de Lecornu comme ceux qui l'ont précédé n'est pas le nôtre qui est basé sur la solidarité, la justice et l'égalité.

Face à ce gouvernement, notre force c'est notre détermination et notre nombre. Les mobilisations de la rentrée le 10, le 18 septembre et le 2 octobre ont permis de les faire reculer sur les suppressions des jours fériés et à faire de la justice fiscale, sociale et environnementale un enjeu social. **Renforçons-nous, mobilisons-nous pour imposer un autre budget au service du plus grand nombre où les milliardaires payeront leur juste part!**



SUD CULTURE ET MÉDIAS, LA PETITE BÊTE QUI GRIMPE

Lors de son dernier congrès en juin 2025, Sud Culture et Médias a constaté son fort accroissement. Le syndicat a gagné un tiers d'adhérents supplémentaires sur les deux dernières années, en particulier dans le privé. Cette volonté de s'organiser est liée à la destruction des métiers et des secteurs de la culture. Les adhésions concernent beaucoup de personnes en situation de multi-employeur, mais aussi sous statuts d'auto-entrepreneurs. Ces adhésions ne se démentent pas sur cette rentrée avec plusieurs dizaines de personnes depuis la rentrée et la création de sections dans plusieurs structures et boites comme à la Condition publique à Roubaix, chez Musea (sur tout le pays), à l'Encyclopédie universalis, la Réserve des Arts à Montreuil, le Réseau des musiques actuelles ou Bayard à Paris, la ferme du buisson à Noisiel... La liste n'est pas exhaustive, sachant que se préparent à la fois les élections Fonction Publique et une session d'élections CSE qui permettront de nouvelles créations.

SE DÉVELOPPER MAIS SURTOUT S'ORGANISER

Sud Culture a organisé du 3 au 5 novembre des rencontres de 3 branches professionnelles du privé, à savoir les métiers du livre, le spectacle vivant et le cinéma. Ces rencontres sont le résultat d'un développement d'ampleur dans ces secteurs au sein de Sud Culture. L'augmentation des adhésions depuis 2023 ne se dément pas. Elle s'est faite en plusieurs phases: des syndicalisations après le mouvement des retraites de travailleureuses qui s'étaient senti-es invisibles pendant toute la grève, n'étant jamais reconnue par les médias et les syndicats, le mouvement Cultures en lutte commencé il y a un an, qui a donné lieu à des AGs très importantes dans plusieurs villes.

La branche spectacle vivant et enregistré, la plus ancienne, s'est désormais scindée en deux entre une partie spectacle vivant et une partie cinéma. Une branche métiers du livre est aussi née au printemps 2025 rassemblant des personnes de toute la chaîne du livre des maisons d'éditions aux librairies, en passant par les auteur-ices.

Si la branche spectacle vivant existait depuis plusieurs années, elle est aujourd'hui en explosion partout sur le territoire. Elle se structure en large partie géographiquement, car elle regroupe des personnes artistes auteur·rices, techncien·nes et artistes qui travaillent sur des bassins d'emploi et rarement dans une structure unique.

Ces branches qui regroupent plusieurs sections permettent d'échanger sur les situations de travail, de construire des revendications et des luttes. Enfin Sud Culture étant représentatif dans 8 branches depuis les dernières élections TPE/TPA, elles organisent la gestion de la représentation dans les conventions collectives.



Comme les deux précédentes éditions, les Rencontres de l'été ont été moment important de renforcement de notre syndicalisme, de nos pratiques syndicales et de nos argumentaires notamment contre l'extrême droite. Les nombreux échanges, ateliers, mises en situation ont permis d'outiller les camarades pour repartir sur le terrain forts de nos valeurs et avec de nouveaux outils pour combattre l'extrême droite dans nos lieux de travail, de vie et de loisirs.

Cette année environ 120 stagiaires, animateurs et animatrices ont contribué à la réussite de cette semaine au vu de la qualité des échanges et des contenus créés. Le bilan détaillé de ces journées sera prochainement réalisé sur cette occasion rare de rassembler des camarades issu·es de multiples milieux professionnels et régions autour notamment de thématiques liées aux valeurs, luttes et revendicatifs centraux pour notre Union. Nouvellement syndiqué·es ou camarades plus expérimenté·es qui cherchent à s'investir dans l'animation de leur structure, cette semaine de formation d'accueil militante a permis de renforcer notre projet syndical toujours plus indispensable dans la période.

solidaires.org/se-former

Bientôt au CEFI:

Formation 8 mars toute l'année
Du 8 au 9 janvier 2026 - Paris
Une huitième édition parce
que la lutte continue!
Cette formation s'adresse
aux militant-es susceptibles
de participer à la préparation
de la grève du 8 mars 2025
et des actions autour. Elle s'adresse
aux militant-es du privé comme
du public!

Rencontres de l'Alliance écologique et sociale Du 27 au 28 novembre 2025 à Bagnolet

Agir syndicalement avec les sans-papiers et les exilé-es Du 8 au 10 décembre 2025 - Paris

Agir syndicalement face à l'IA Du 11 au 12 décembre 2025 Saint-Denis

Handicap et validisme, agir syndicalement pour une société réellement inclusive Du 19 au 20 janvier 2026 - Paris

Se lancer pour animer des formations syndicales à Solidaires Du 28 au 30 janvier 2026 - Paris

Journées 2026 Solidaires aux prud'hommes Du 2 au 5 février 2026 - Paris

Pour plus d'informations voir le catalogue : solidaires.org/se-former

FASTI

Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-tes les Immigré-es

Féministe, antiraciste, anticapitaliste et anticolonialiste, la FASTI défend depuis près de soixante ans les droits des personnes étrangères. Elle réunit une quarantaine d'ASTI qui mènent des actions de solidarité au quotidien: accompagnement juridique et social, ateliers de français, soutien scolaire, mobilisations et sensibilisation. Le Mouvement lutte pour l'égalité des droits, la liberté de circu-

lation et d'installation, contre toutes les formes de discriminations et pour de nouveaux rapports Nord/Suds fondés sur la justice et l'égalité.

Depuis plusieurs années, la Fasti demande l'abrogation du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile: ce code d'exception, seul code du droit français visant une catégorie de

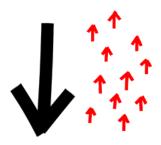
personnes, institutionnalise un traitement différencié fondé sur la nationalité. Il produit du racisme d'État, organise la précarisation des personnes exilées et légitime l'arbitraire préfectoral. En multipliant les statuts, les catégories et les conditions, il fabrique des sans-papiers, empêche l'accès aux droits et alimente l'exploitation capitaliste. Les dernières législations ont encore renforcé cette logique. Le remplacement de la circulaire Valls par la circulaire du funeste Retailleau a fait disparaître les rares possibilités, comme la scolarisation des enfants, permettant des régularisations fondées sur la vie privée et familiale et a renforcé un accueil utilitariste des personnes étrangères tourné vers leur exploitation économique.



Les femmes sont les premières touchées: plus présentes dans les emplois précaires et multi-employeurs ou à temps partiel, elles accèdent moins à la régularisation par le travail. Ces réformes accentuent leur dépendance à un conjoint ou une conjointe et leur vulnérabilité face aux violences conjugales et sexuelles, aux

chantages aux papiers et aux discriminations sexistes. Pour la FASTI, un accueil digne passe par l'égalité des droits pour toutes et tous et la liberté de circulation et d'installation. Les évolutions récentes confirment l'urgence: l'abrogation du CESEDA est indispensable pour construire une société réellement égalitaire, féministe et antiraciste.

L'avenir au présent!



Prendre de la hauteur!

L'ascenseur (social?) est à nouveau opérationnel au 31 rue de la Grange aux Belles. Ce dernier avait embastillé une secrétaire nationale à la rentrée. La longue panne qui a suivi aura quand même participé à la rééducation du genou d'une co-déléguée et permis d'atteindre l'objectif d'étages montés chaque jour pour bon nombre d'occupant-es de la GAB.



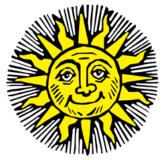
RDV à Bagnolet les 27 et 28 novembre.

L'AES organise pour la 2° année des journées de formation et échanges entre adhérent es de ses organisations et les collectifs locaux. Elles permettent de débattre et échanger sur les questions d'écologie, avec les associations alliées, pour construire des campagnes et mobilisations pour que la reconversion écologique de la société ne se fasse pas sur le dos des travailleur-euses.



Anniversaire Solidaires

L'Union syndicale Solidaires a fêté ses 25 ans. Et c'est aussi 25 ans d'amitié avec Canal Marche avec notamment Christophe, Adeline, Emmanuel, Floriane, et plus anciennement avec Thibauld, Patrice et Sylvia. Alors avec Adeline nous avons sélectionné 25 films qui nous ont marqué vimeo. com/946989906?share=copy



Rencontres de l'été, en 2026!

Après un nouveau succès des rencontres de cette année qui ont réuni plus de 80 stagiaires, l'édition 2026 est en construction. Organisées autour de plénières, ateliers et parcours, elles permettront de débattre autour de l'histoire et les valeurs de l'union, nos luttes environnementales, contre l'extrême droite, le féminisme... Ces rencontres s'adressent surtout aux militant·es prêt·es à s'engager ou voulant approfondir leur engagement, d'une manière ou d'une autre, dans l'interprofessionnel. Les militant·es plus experimenté·es des structures professionnelles voulant investir l'interpro peuvent également s'inscrire. Rendez-vous fin 2025 pour les pré-inscriptions auprès des unions départementales et structures nationales!



Droits des salarié·es

Nouvelles fiches droits des salarié-es. Le droit du travail évolue : nous avons mis à jour nos fiches «Vos Droits» et ajouté de nouvelles thématiques (maladie professionnelle, prud'hommes, non-concurrence, etc.).

Ces 50 fiches sont un outil clé pour nos équipes syndicales et juridiques. Elles visent à informer les salarié·es de leurs droits et les inciter à les défendre, favorisant ainsi la syndicalisation. D'autres fiches sont à venir.



Intersyndicales femmes

Le podcast de la captation des interventions lors des Intersyndicales Femmes 2025 est disponible sur le site de Solidaires. Plongez au cœur des Intersyndicales Femmes, rencontres annuelles réunissant des militantes de la CGT, de la FSU et de Solidaires depuis 1998. Les 3 et 4 avril 2025, ces journées ont exploré des thématiques telles que l'intersectionnalité, les masculinistes, l'éducation pour combattre le patriarcat ou la santé des femmes au travail.

solidaires.org/sinformer-et-agir/ mediatheque/podcast-voies-syndicales/ intersyndicales-femmes/



Journée internationale des migrant·es

Le 18 décembre est la journée international des migrant-es. Comme chaque année L'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation la plus large possible le 18 décembre partout sur le territoire que ce soit en intersyndical ou en inter-orga! Plus que jamais, amplifions la lutte contre toutes les lois racistes et xénophobes!

Déclaration

MANGEONS LES RICHES!

L'immense majorité de la population peine à boucler les fins de mois, et 35 % des personnes déclarent ne plus faire trois repas par jour. Dans le même temps, les milliardaires s'empiffrent, voyant leurs fortunes s'envoler à des niveaux indécents.

La phrase de Rousseau était peut-être une prophétie?: « Quand le peuple n'aura plus rien à manger, il mangera le riche. » Car le choix est simple: manger les riches... ou mourir à petit feu! Et eux que nous serinent-ils avec le patronat dans la presse et sur les plateaux TV? Qu'on veut trop les taxer! Qu'ils ont « peur »! Peur de quoi? De voir le fruit de notre travail enfin redistribué? Leur seule véritable inquiétude est que nous nous organisions, que nous nous levions pour aller chercher notre dû! Les voir paniquer nous conforte dans nos exigences, claires et non négociables: Abrogation immédiate de la réforme des retraites de 2023: hors de question de travailler plus longtemps pour enrichir les actionnaires! Augmentation générale des salaires et des minima sociaux pour garantir une vie digne pour toutes et tous. De l'argent, et vite, pour nos services publics! Pour la Sécurité Sociale, l'Hôpital, l'École...

Cessons de sacrifier nos vies pour leur profit! Le combat est global. Il faut stopper la machine qui fabrique les inégalités et l'oppression. Nous devons nous mobiliser sans relâche contre le capitalisme, qui nous exploite et pille la planète, mais aussi contre le racisme, le patriarcat et toutes les discriminations qui divisent notre camp social.

Nous serons dans la rue le 2 décembre pour nos salaires, le 18 décembre pour la Journée internationale des migrant·es. Nous serons en grève le 8 mars pour les droits des femmes. Nous serons là, à chaque appel, pour faire front. Pas d'économies sur nos vies!

